

Groupe de travail XI «Europe Sociale»

Objet: Observations sur les trois premières questions du mandat du groupe
par Mme Pascale ANDREANI, Membre suppléant

I - LES VALEURS ESSENTIELLES DE L'UNION

Nous souhaitons que la Charte des droits fondamentaux soit intégrée dans le futur Traité constitutionnel, **dans tous ses éléments**, et que la justice sociale et la solidarité figurent au nombre des valeurs de l'article 2 de l'avant projet de traité constitutionnel.

II - LES OBJECTIFS GENERAUX DE L'UNION

Le Traité devrait consacrer explicitement l'équilibre entre le progrès économique et la compétitivité, d'une part, la cohésion et la justice sociale, d'autre part.

L'article 3 du futur Traité doit inscrire parmi les objectifs de l'Union le plein emploi, un niveau de protection sociale et de santé élevé, la lutte contre l'exclusion sociale et contre toute forme de discrimination, l'intégration des ressortissants des pays tiers en situation régulière, l'égalité entre les hommes et les femmes et la garantie de l'accès à des services d'intérêt général.

Ces objectifs devront, le cas échéant, faire l'objet de mesures d'application spécifiques.

III - LES COMPETENCES AU SEIN DE L'UNION EUROPEENNE

1. La politique de l'emploi, y compris la formation professionnelle, est une question d'intérêt commun. Elle doit rester un domaine de compétence partagée entre les Etats membres et l'Union, et non devenir une simple compétence complémentaire de l'Union. Le droit d'initiative de la Commission en ce qui concerne les propositions de lignes directrices et de recommandations doit être maintenu.

Il est important que soit assurée l'articulation entre les lignes directrices pour l'emploi et les grandes orientations de politique économique (GOPE).

L'implication et le rôle des acteurs essentiels des politiques sociales, tels que le Parlement européen et les partenaires sociaux, méritent enfin d'être renforcés (cf. infra réponse sous VII).

2. En matière de santé, la réalisation d'un niveau de santé élevé doit permettre d'inclure la santé dans toutes les politiques de l'Union, comme c'est le cas aujourd'hui, mais également d'étendre le champ des mesures qui devraient être prises spécifiquement pour des raisons de santé publique. Cet objectif général doit donc faire l'objet à la fois de politiques communautaires et d'actions visant à coordonner les politiques nationales. C'est la raison pour laquelle la santé ne saurait être limitée à une politique d'appui.

Des mesures harmonisées peuvent à ce jour intervenir dans quelques domaines de la santé publique sur le fondement de l'article 152, §4, points a et b. La logique du marché intérieur l'emporte cependant dans de nombreuses dispositions qui intéressent la santé. Des produits comme le médicament et les dispositifs médicaux sont traités comme des biens industriels plutôt que comme des produits de santé. Il en est de même pour des produits ayant des répercussions nocives sur la santé (tabac, drogue...). **Il convient de tenir compte également, en ce qui les concerne, de leurs implications pour la santé publique.**

En matière de sécurité sanitaire, l'Union doit disposer d'une capacité de **réactivité** dans l'identification des menaces et la gestion des alertes. Une coordination effective des dispositifs de sécurité sanitaire nationaux et des réseaux de surveillance des Etats membres avec les agences européennes doit être mise en place.

3. En matière de droit du travail, l'exclusion de certains domaines du champ de la politique sociale (cf. article 137§6 du TCE relatif aux rémunérations, au droit d'association, au droit de grève et lock-out) ne se justifie plus aujourd'hui en raison des progrès de l'intégration européenne (les rémunérations sont abordées dans la sphère économique, le droit d'association et le droit de grève relève des droits fondamentaux consacrés par la Charte). Il importe dès lors de supprimer cet article, sans pour autant créer de compétence nouvelle en la matière (cf infra observations sous point VII)/.

=====